MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 09 octobre 2023

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

4,5 %

Croissance moyenne du PIB dans les pays de l'AEOI (hors Soudan et Erythrée)

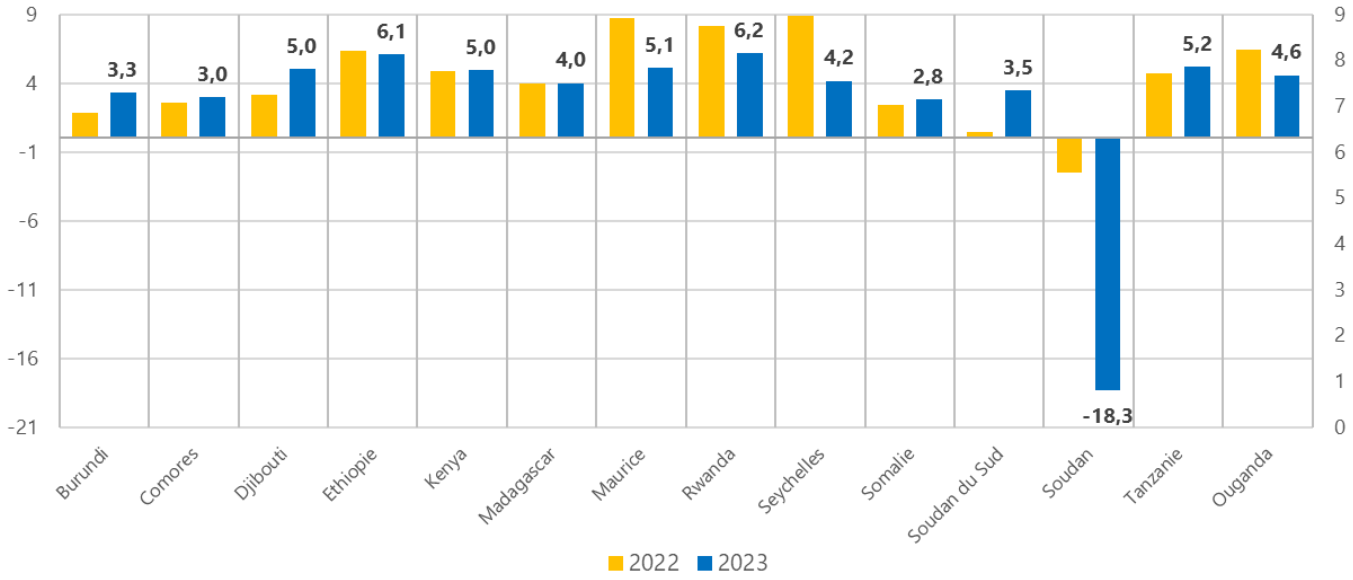
En 2023, la croissance des pays de la région Afrique de l'Est Océan Indien, hors Erythrée (du fait de contraintes liées à la communication des données) et Soudan (rétractation du PIB de 18,3 %), devrait atteindre 4,5 % selon le *World Economic Outlook* publié le 10 octobre par le FMI. Ces prévisions sont ainsi très légèrement révisées à la baisse par rapport au *WEO* d'avril 2023, qui prévoyait une croissance moyenne du PIB de 4,6 % pour les pays de la région.

Régional

Publication du *World Economic Outlook* par le FMI – perspectives régionales

Le 10 octobre 2023, le Fonds Monétaire International (FMI) a publié son *World Economic Outlook*, rapport biannuel qui étudie l'évolution de l'économie mondiale à court et moyen terme. Selon ce rapport, les marchés émergents et les économies en développement devraient voir leur croissance diminuer légèrement, passant de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023 et 2024 en moyenne. Pour les pays de la région Afrique de l'Est Océan Indien, la croissance moyenne des PIB dans la zone en 2023 serait de 4,5 % (hors Erythrée et Soudan). Dans le détail, la croissance djiboutienne en 2023, prévue à 4,0 % dans le précédent *WEO*, devrait finalement atteindre 5,0 %. De la même manière, la croissance mauricienne serait finalement de 5,1 % (vs. 4,6 % annoncé en avril 2023) et celle des Seychelles arriverait à 4,2 % (vs. 3,9 %). Cependant, de nombreux pays ont à l'inverse vu leur projection de croissance du PIB pour 2023 révisée à la baisse : le Kenya a perdu 0,3 point de pourcentage (pdp) pour atteindre 5,0 %, le Soudan du Sud 2,1 pdp et la croissance de son PIB atteindrait ainsi 3,5 %, Madagascar verrait sa croissance plus faible de 0,2 pdp pour atteindre 4,0 % et l'Ouganda passerait de 5,7 % à 4,6 %. Le Soudan, en conséquence du conflit armé ayant débuté en avril 2023 dans le pays, voit son PIB se rétracter de -18,3 % alors que la croissance annoncée était de 1,2 % dans le *WEO* d'avril.

Projection de croissance du PIB pour les pays de l'AEOI (en %)

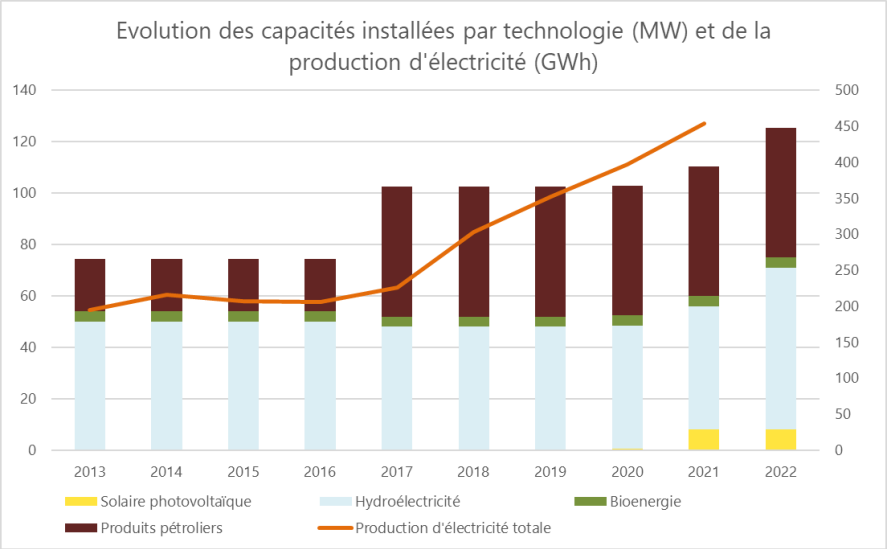


Source : FMI, *WEO* octobre 2023

Burundi

Le gouvernement annonce un objectif de taux d'accès à l'électricité à 70 % en 2030

Le gouvernement burundais vient d'annoncer l'objectif d'atteindre d'ici à 2030 un taux d'accès à l'électricité de 70 %, à l'occasion des journées d'accès à l'énergie renouvelable qui se sont tenues à Bujumbura, du 3 au 6 octobre. Le Directeur Général de l'Energie au ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines a rappelé que le Burundi connait un taux d'accès à l'électricité de seulement 7,2 % de la population nationale, dont 1,6 % en milieu rural et 62,8 % en milieu urbain, selon les données Banque mondiale. Pour pallier ce faible accès à l'électricité, plusieurs initiatives ont été prises par le gouvernement : construction de barrages hydroélectriques, planification du secteur etc. Le Directeur Général a par ailleurs rappelé l'importance de la participation des investisseurs privés dans le développement de nouveaux barrages et la promotion des énergies vertes. L'Union Européenne a insisté sur la nécessité d'assurer la transparence du secteur et l'indépendance des acteurs pour attirer les investisseurs. Ainsi, le ministère de l'Energie s'est engagé à faire en sorte que la nouvelle loi sur l'électrification soit élaborée rapidement.



Source : MW – axe gauche / GWh – axe droit (IRENA, 2023)

Comores

Légère révision à la baisse de la croissance du PIB des Comores à +3,5 %

Selon la Banque centrale des Comores (BCC), la croissance du PIB devrait atteindre +3,5 % en 2023 (contre +2,6 % en 2022) soit une légère révision à la baisse de -0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision précédente. Cette révision s'explique par un reflux plus lent que prévu de l'inflation au cours des deux premiers trimestres de l'année. En 2023, la croissance serait notamment tirée par le secteur primaire (+3,3 % ; contre +2,8 % en 2022) grâce notamment à des conditions climatiques favorables et la poursuite du soutien au secteur. Le secteur secondaire devrait quant à lui croître de +2,5 % en 2023, contre +2,4 % en 2022. Le secteur tertiaire pourrait croître à hauteur de +3,6 % cette année (+2,4 % en 2022). Les

investissements devraient faire preuve de dynamisme cette année (+3,3 % ; contre 0,3 % l'année précédente), portés notamment par les projets d'infrastructures de l'Etat. Les exportations pourraient chuter de -9,2 % cette année, après avoir connu une forte hausse en 2022 (+36,6 %), alors que les importations pourraient enregistrer une augmentation de +4,0 %, contre +7,7 % en 2022.

Djibouti

Publication du *World Economic Outlook* d'octobre 2023 – perspectives économiques pour Djibouti

Selon les derniers chiffres du *World Economic Outlook* du FMI (octobre 2023), le taux de croissance du PIB djiboutien (+ 3,2 % en 2022) atteindrait 5,0 % en 2023 et 6,0 % en 2024, renouant ainsi avec le rythme de croissance prépandémique à Djibouti (+5,9 % par an en moyenne entre 2010 et 2019). L'inflation annuelle moyenne ressortirait à 1,2 % en 2023, prévision revue à la baisse par rapport au WEO précédent (+3,2 % annoncé en avril 2023). Une tendance baissière qui s'aligne sur celle des données nationales pour 2023 mais qui pourrait être remise en cause par l'impact inflationniste de l'augmentation de 5 % des prix du pétrole à la pompe décidée par le gouvernement en juillet dernier. Malgré la reprise attendue du trafic maritime, la balance courante djiboutienne resterait déficitaire, - 122 MUSD (-4,8 % du PIB) en 2023 et -60 MUSD en 2024 (-1,4 %).

Ethiopie

Discours annuel de la Présidente éthiopienne devant le Parlement : la diversification comme moteur de croissance

La présidente de la République éthiopienne, Sahle Work Zewdu, a mis en avant une certaine résilience du pays en matière de croissance et d'emploi malgré les défis sécuritaires dans son discours annuel prononcé le 9 octobre à l'occasion de l'ouverture de la sixième session du Parlement éthiopien. Elle souligne une croissance économique estimée à 7,5 % pour l'année fiscale 2022/2023 (chiffre supérieur à celui du FMI), permise par les réformes visant l'ouverture de l'économie du pays. En matière d'emploi, 3,5 millions d'emplois auraient été créés, portés en partie par le secteur des services (+7,8 % de croissance). La présidente table sur la création de 9,2 millions d'emplois (dont 33 % durant l'exercice en cours) sur les trois prochaines années grâce notamment au secteur industriel éthiopien. Est dépeinte en filigrane l'ambition de l'Ethiopie de devenir une puissance industrielle régionale et ainsi diminuer sa dépendance aux importations. Pour ce faire, une stratégie nationale décennale serait en préparation ciblant 15 secteurs prioritaires (automobile, aéronautique, agro-industriel, agricole, industrie chimique et de l'acier notamment) pour la souveraineté économique du pays à moyen terme.

Publication du *World Economic Outlook* d'octobre 2023 – perspectives économiques pour l'Ethiopie

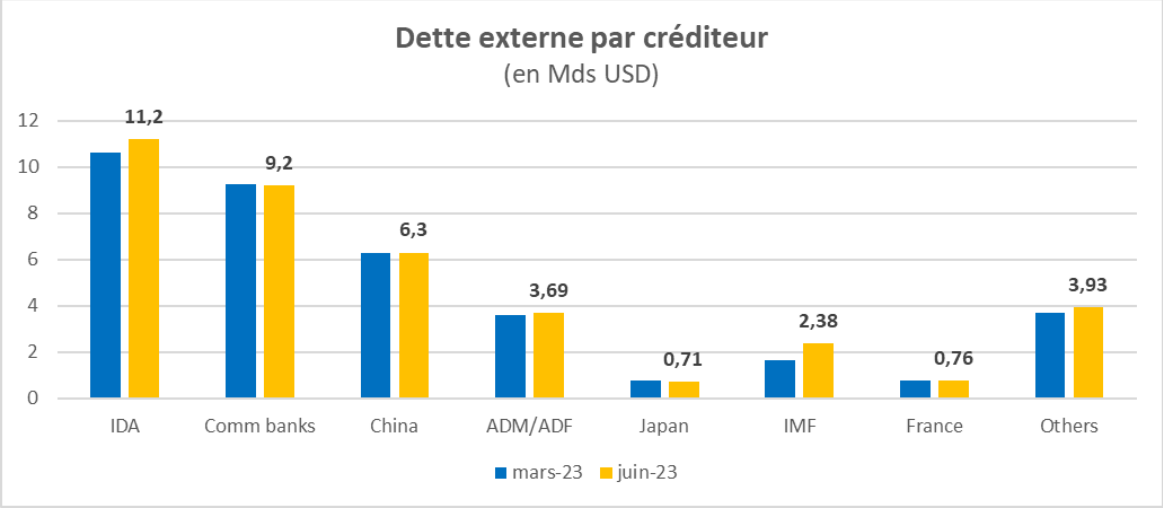
Le FMI a publié la mise à jour des prévisions macroéconomiques de son *World Economic Outlook (WEO)*. Les prévisions de croissance restent quasi-inchangées

pour l'Ethiopie : 6,1 % en 2023 et 6,2 % en 2024. Le FMI confirme également la tendance baissière de l'inflation qui s'établit à 29,1 % en 2023 puis tomberait à 20,7 % en 2024. La trajectoire de la dette publique devrait s'améliorer (attendue à 37,9 % et 31,2 % du PIB respectivement pour 2023 et 2024) malgré un risque d'endettement toujours élevé en raison d'un fort accroissement du service de la dette. Sur le plan externe, le déficit de la balance courante atteindrait -2,4 % du PIB en 2023 et 2,0 % en 2024 soit une amélioration sensible par rapport aux prévisions antérieures (-3,4 puis -2,6 %).

Kenya

Des discussions autour d'un nouveau prêt pour régler l'euro-obligation de 2024

Le Kenya a entamé des pourparlers avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en vue d'obtenir un nouveau prêt pour l'aider à régler l'euro-obligation de 2 Mds USD (297,6 Mds KES) dont le remboursement est prévu en juin 2024. En effet, le gouvernement se tourne vers les bailleurs internationaux à la suite du resserrement des marchés mondiaux rendant couteuse l'émission d'un nouveau Eurobond pour refinancer celui arrivant à échéance dans huit mois. Par ailleurs, la directrice adjointe du FMI pour l'Afrique, a déclaré que la demande de financement supplémentaire et le montant demandé constitueront un point essentiel lors de la prochaine revue du FMI prévu en décembre. Pour information, en juin 2023, la dette externe du Kenya était détenue pour 11,2 Mds USD par la Banque mondiale, 9,2 Mds USD par des banques commerciales et 6,3 Mds USD par la Chine.



Source : *Central Bank of Kenya*

La *NTSA* rejette le renouvellement de la licence d'exploitation de Bolt

La *National Transport and Safety Authority* a refusé de renouveler la licence de la société de taxis Bolt en raison d'infractions présumées, telles que des frais de réservation et de commission illégaux. A quelques jours de son expiration, Bolt avait écrit à la *NTSA* afin d'obtenir la reconduction de sa licence d'exploitation, ce que l'autorité lui a refusé en invoquant les plaintes de plus en plus nombreuses des conducteurs et de leurs représentants concernant le non-respect et la violation présumé des réglementations. Ce non renouvellement complique les futurs projets de l'entreprises qui cherche à réaliser de nouveaux investissements pour étendre sa portée sur le marché local. Au Kenya, Bolt est le plus grand fournisseur de services

de taxi avec une présence dans 16 villes du pays dont : Kakamega, Nakuru, Naivasha, Eldoret, Kitale, Nyeri, Meru, Embu, Nanyuki, Karatina, Kilifi et Malindi. Parallèlement, son concurrent le plus important, Uber, opère à Nairobi, Thika, Mombasa et Nakuru, et s'est étendu à cinq autres villes - Kisumu, Eldoret, Naivasha, Elementaita et Gilgil - en juin de l'année dernière.

Les importations kenyanes en provenance de la Russie et de l'Ukraine atteignent 51 Mds KES

Les dépenses liées aux importations en provenance de Russie et d''Ukraine ont presque quadruplé au cours du premier semestre de l'année selon les données publiées récemment par le *Kenya National Bureau of Statistics*. Les commerçants kenyans ont dépensé un montant record de près de 51,9 Mds de KES pour des marchandises en provenance de ces deux pays. Cela représente un bond de 370,0 % par rapport aux 10,8 Mds KES enregistrés au cours d'une période similaire l'année dernière, lorsque les principales routes commerciales ont été bloquées à cause de la guerre en Ukraine. Les importations en provenance de Russie ont été évaluées à 43,8 Mds KES au cours du semestre, soit quatre fois plus que les 10,3 Mds KES de l'année précédente. Cela est essentiellement dû à la croissance des importations de céréales (1,3 Mds KES au S1 de 2022 contre 32,8 Mds KES au S1 de 2023) et d'engrais (1,7 Mds KES au S1 de 2022 contre 10,6 Mds KES au S1 de 2023). De la même manière, les dépenses pour des marchandises ukrainiennes au Kenya ont été évaluées à 8,1 Mds KES, contre 2,3 Mds KES en 2022. La forte croissance de ces échanges est due à l'augmentation des importations de céréales pour 6,5 Mds KES en 2023 contre seulement 41 MKES en 2021 (aucune exportation n'ayant eu lieu en 2022).

Madagascar

Le gouvernement malgache bénéficie d'une extension du programme de financement des risques de catastrophe à hauteur de 17,7 MUSD

La Banque Africaine de développement (BAfD) et le gouvernement malgache ont officiellement lancé la deuxième phase du programme de financement des risques de catastrophe en Afrique ou *Africa Disaster Risk Financing (ADRiFi)* le 6 octobre. Ce programme vise notamment à renforcer la capacité de Madagascar à évaluer les risques et les coûts liés aux aléas climatiques, en particulier la sécheresse, et à élaborer des mesures d'adaptation ultérieures aux niveaux national et sous-national. Le projet, qui avait auparavant bénéficié d'un financement total de près de 4,5 MUSD (2019-2023), obtient cette fois-ci un montant total de 19,3 MUSD. Ce financement se répartit comme suit : un prêt de 7,1 MUSD, un don de 5,9 MUSD de la Facilité d'appui à la transition (FAT), et un don de 4,7 MUSD du Fonds fiduciaire ADRiFi, auxquels s'ajoute une contribution de l'Etat malgache de 1,6 MUSD.

Concertation pour la mise en œuvre du projet structurant dans le secteur de l'énergie PRIRTEM 2

La Banque africaine de développement (BAfD) a organisé à Tananarive du 2 au 6 octobre un atelier de concertation entre les parties prenantes à la mise en œuvre de la deuxième phase du Projet de Renforcement et d'Interconnexion des Réseaux

de Transport d'Energie électrique à Madagascar. Ce projet, en cours de mise en œuvre, vise à répondre aux défis de l'approvisionnement électrique de Tananarive et d'Antsirabe, via la construction d'une centrale hydroélectrique reliée aux centrales approvisionnant le réseau interconnecté de la capitale et de Sahofika. Elle offrira une puissance de 192 MW avec une production annuelle d'environ 1500 GWh.

Ralentissement des activités de crédit

Pour la première fois depuis 2018, dans sa dernière enquête auprès du secteur bancaire, la Banque centrale de Madagascar constate au second trimestre 2023 une contraction du crédit de -1,1 % (- 117,8 Mds MGA), les encours de crédit s'élevant à 10 702,4 Mds MGA à fin juin 2023. Sur cette période, 38 % des institutions bancaires indiquent avoir revu à la baisse le volume de crédit alloué par rapport au trimestre précédent, pour autant, 97,7 % d'entre elles estiment avoir réalisé des bénéfices. D'une manière générale, les acteurs du secteur estiment que les principaux facteurs bloquant pour leur activité sont le contexte d'incertitude lié aux échéance électorales, suivi par la conjoncture économique difficile et l'inflation. L'insuffisance de garantie recule de trois places en huitième position.

Maurice

L'immobilier mauricien, un secteur toujours privilégié par les investisseurs étrangers

Selon la Banque centrale de Maurice, l'immobilier (hors Global Business) continue d'être le principal secteur de destination des investissements étrangers. Les flux bruts d'investissements directs étrangers vers ce secteur ont atteint 4,1 Mds MUR au 1er semestre 2023 sur un montant total de 7,2 Mds MUR, soit 56,3 %. En 2022, l'immobilier était déjà le 1er secteur de destination des IDE (hors Global Business), représentant 15,4 Mds MUR sur 27,7 Mds MUR, soit 55,8 % du total. Sur le premier semestre 2023, les autres secteurs d'importance en termes d'IDE ont été respectivement l'hôtellerie et la restauration à hauteur de 1,3 Mds MUR (contre 1,1 Mds pour l'ensemble de l'année 2022), le secteur des TIC pour 371 MMUR (220 MMUR en 2022) et les activités de services administratifs et de support pour 358 MMUR (316 MMUR en 2022). Sur cette même période, les pays développés sont à l'origine de 3,8 Mds MUR d'IDE, représentant ainsi une part de 52,2 % et les pays en développement sont à l'origine de 2,4 Mds MUR d'investissements, soit 32,7 %. Les IDE en provenance de la France ont pour leur part représenté 17,8 % des IDE totaux au premier semestre 2023, soit un montant de 1,3 Mds MUR (5,4 Mds MUR sur l'année 2022).

Ouganda

Le FMI revoit à la baisse les perspectives de croissance de l'Ouganda

A l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale qui se tiennent cette semaine à Marrakech, les perspectives de croissance de l'Ouganda ont été révisées à la baisse pour 2023 et 2024 à respectivement 4,6 % et 5,7 %. Les

prévisions d'avril dernier tablaient sur une croissance de 5,6 % et 5,7 %. L'inflation est-elle estimée pour l'exercice en cours à 5,6 % (contre 7,6 % anticipée en avril) et 4,7 % pour l'année prochaine (6,4 % auparavant). Malgré un léger creusement du déficit public (0,1 % à par rapport à l'estimation précédente à -4,2 % du PIB), sa trajectoire est orientée à la baisse pour 2024 à -2,7 % du PIB. L'effort de consolidation budgétaire se reflète sur le chiffre actualisé de la dette publique 2023 qui diminuerait de 190 pts de base à 48,3 % du PIB et poursuivrait sa bonne dynamique en 2024 pour atteindre 47,7 % du PIB. Rapporté au PIB, le déficit extérieur courant (dons compris) s'améliorerait passant de -10,9 % en avril dernier à -7,1 % pour l'actualisation d'octobre mais se dégraderait à nouveau l'année prochaine (-8,2 %).

Pour la Banque mondiale, l'activité économique en Ouganda est dans une dynamique positive

Selon le rapport biannuel de la Banque mondiale (*Africa's pulse*), l'Ouganda appartient au groupe des 6 pays aux performances établies et est pami les 3 pays d'Afrique de l'Est et Australe ayant atteint la cible d'inflation. Le rapport indique que les entreprises en Ouganda sont plus optimistes qu'ailleurs. L'indice PMI de la *Stanbic Bank* est resté au-dessus de la barre des 50 points depuis août 2022, enregistrant ainsi le 13ème mois consécutif d'expansion en août 2023 (à 51,6). « L'augmentation de l'emploi et des salaires est le moteur de l'expansion de l'activité du secteur privé. L'amélioration de la conjoncture et la baisse de l'inflation globale et sous-jacente soutiennent la consommation des ménages ». Le rapport montre également que les femmes qui s'orientent en Ouganda vers des secteurs à prédominance masculine gagnent autant que les hommes et trois fois plus que les femmes qui restent dans des domaines à prédominance féminine.

Rwanda

La plus grande centrale électrique au méthane du Rwanda raccordée au réseau national

Le Rwanda a raccordé sa plus grande centrale électrique au méthane au réseau national, marquant ainsi un pas de plus vers des sources d'énergie moins chères et diversifiées et vers l'exploitation de la réserve de gaz située sous le lac Kivu. La centrale au méthane a été raccordée alors que le pays a fermé toutes les centrales au diesel, qui étaient les plus chères de toutes les sources d'énergie actuelles. Bien que retardée par la pandémie de COVID-19 et des problèmes techniques, la centrale de 400 MUSD gérée par *Shema Power Lake Kivu (SPLK)* fournit actuellement 37,5 MW. La centrale aura la capacité de fournir 68 MW une fois achevée, avec environ 50 MW injectés directement dans le réseau. Le lac Kivu contient 60 à 70 kilomètres cubes de méthane, dont 44,7 kilomètres cubes peuvent être extraits, selon les estimations officielles. Actuellement, il existe trois projets d'extraction de méthane pour la production d'électricité à partir du lac Kivu : SPLK, KivuWatt Phase I (26 MW) et Kibuye Power I (3 MW). Un quatrième projet de Gasmeth Energy vise à produire un million de mètres cubes de GNL, utilisé notamment pour le gaz de cuisson.

Seychelles

Un nouveau réseau de transport et de distribution d'électricité de 33 KV inauguré au sud de l'île de Mahé

Le ministre seychellois de l'agriculture, du changement climatique et de l'environnement, a inauguré le 3 octobre le projet de réseau de transport et de distribution d'électricité de 33 KV au bénéfice du sud de l'île de Mahé, en présence du Président de la République des Seychelles. Financé par un prêt à hauteur de 20 MUSD du Fonds saoudien pour le développement (FSD), ce projet vise à améliorer le réseau de transport et de distribution d'électricité et permettre le soutien des activités économiques en assurant un approvisionnement fiable en énergie électrique pour la population.

Soudan du Sud

Révision à la baisse des perspectives de croissance et de l'inflation

Le FMI a revu à la baisse les perspectives de croissance du Soudan du Sud pour 2023 et 2024 à respectivement 3,5 % et 4,2 %. Les prévisions d'avril dernier tablaient sur une croissance de 5,6 % et 4,6 %. L'inflation est-elle estimée pour l'exercice en cours à 16,3 % (contre 27,8 % anticipée en avril) et 13,6 % pour l'année prochaine (10 % auparavant). Les prévisionnistes du FMI tablent pour 2023 et 2024 sur un solde budgétaire excédentaire de respectivement 8,4 % et 4,3 % du PIB. La dette publique diminuerait de 60,4 % à 50,9 % de la richesse nationale. Rapporté au PIB, le solde extérieur courant (dons compris) devrait s'établir pour 2023 et 2024 à respectivement à 2,3 % et 2 %.

Tanzanie

La Tanzanie et l'Inde ont signé six accords bilatéraux de coopération économique

La présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan a débuté le 8 octobre une visite « historique » de quatre jours en Inde. La cheffe de l'État a pu s'entretenir le 9 octobre avec le Premier ministre indien Narendra Modi. En vue d'établir un « partenariat stratégique » entre les deux pays, qui possèdent historiquement des liens forts, six protocoles d'accord bilatéraux ont été signés, portant notamment sur le domaine de la coopération numérique, de la culture, du sport, des industries maritimes et l'échange d'informations stratégiques. La présidente tanzanienne et le Premier ministre indien ont également acté leur volonté d'étendre les échanges commerciaux en monnaie locale. Les deux parties se sont entendues pour approfondir leur relation dans le cadre d'un partenariat stratégique, via de nouvelles aires de coopération, en encourageant par exemple le commerce en devises locales et non pas en dollars. L'établissement en Tanzanie d'un parc industriel financé par l'Inde a aussi été évoqué pour promouvoir la fabrication de produits indiens dans cette région. La présidente Samia Suluhu Hassan participera également au Forum des affaires et de l'investissement Inde-Tanzanie le 10 octobre 2023.

La Tanzanie identifie la Chine, la Russie et l'Inde comme de nouveaux marchés touristiques stratégiques

Les autorités tanzaniennes ont annoncé le 6 octobre 2023 avoir identifié la Chine, la Russie et l'Inde comme les nouveaux marchés touristiques stratégiques du pays. Lors de l'ouverture de la 7ème exposition internationale du tourisme swahili à Dar es Salaam, la ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, Angellah Kairuki, a déclaré que le gouvernement prenait des mesures pour promouvoir l'industrie touristique tanzanienne à l'échelle mondiale, ajoutant que l'industrie touristique en Tanzanie contribue à hauteur de 25 % aux recettes en devises et à 17,5 % du produit intérieur brut national. Le pays vise un certain nombre de nouveaux marchés touristiques stratégiques, notamment la Chine, la Russie et l'Inde. Grâce à ces marchés touristiques nouvellement identifiés, la Tanzanie vise à atteindre son objectif d'attirer 5 millions de touristes internationaux d'ici 2025.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : Kenya / Somalie / Burundi / Rwanda

Twitter : DG Trésor Kenya

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : Madagascar / Seychelles / Maurice / Comores

Twitter : DG Trésor Madagascar

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : Ethiopie / Djibouti / Erythrée

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : Ouganda / Soudan du Sud

Contact: Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : Tanzanie

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : Soudan

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : michael.mbae@dgtresor.gouv.fr ; nairobi@dgtresor.gouv.fr